

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 24 JANVIER 1929

Projet de Loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation réalise un régime d'équité, réclamé avec insistance par les travailleurs de la mer.

Vous ne l'ignorez pas, le bénéfice de la loi de 1903 sur les accidents du travail n'a pas été étendu aux gens de mer. Le législateur de cette époque a estimé que le lien contractuel qui attache le matelot ou le marin-pêcheur à son navire est tout différent du contrat de travail ordinaire dans lequel la notion du risque professionnel prend sa base juridique. Au surplus, il a fait valoir que la législation en vigueur avait déjà assuré au marin des avantages équivalents à ceux qu'il entendait accorder aux ouvriers des industries terrestres.

En effet, l'incapacité de travail résultant de maladies ou de blessures contractées à bord du navire n'arrête pas le cours des loyers; en outre, le traitement du marin et son rapatriement sont pour l'employeur des obligations auxquelles il ne peut se soustraire qu'en rapportant la preuve de la faute lourde du malade ou de la victime; et ces charges ne cessent que par le complet rétablissement du marin ou par la fin de l'aventure de mer,

limite extrême des engagements du propriétaire de navires.

Complétant ces dispositions, une loi de 1844 a institué la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins navigant sous pavillon belge, qui alloue des pensions pour invalidité prématurée et de vieillesse, des secours en cas de maladie ou de blessures et assume les frais de traitement du marin, lorsque l'armateur n'est pas tenu de ces charges.

Il existe pour les pêcheurs marins à Ostende une institution identique, sous le nom « Voorzieningskas voor visschers » (Caisse de prévoyance des pêcheurs), et des caisses similaires, mais beaucoup moins importantes, en d'autres endroits de la côte.

Cette situation ne répond cependant plus aux conceptions sociales actuelles. Les indemnités payées par ces organismes sont totalement insuffisantes. En matière de pêche maritime bien des marins sont exclus du bénéfice de ces secours.

Tout comme il a été jugé utile d'édifier un statut contractuel du marin en coordonnant et en synthétisant les textes réglementaires et les usages dans une loi sur le contrat de travail maritime, il a

semblé opportun d'adapter les principes dont s'est inspiré le législateur de 1903 au risque professionnel maritime, dont les éléments juridiques sont aujourd'hui suffisamment définis.

Le présent projet est donc le complément naturel et rationnel de la loi récente sur le contrat d'engagement maritime.

Il avait, au reste, été présenté à la législature en même temps que le projet de loi sur cette matière, mais fut retiré dans la suite en vue d'y introduire les amendements proposés à la loi générale de 1903.

Le régime de réparation forfaitaire des accidents survenus aux gens de mer serait donc, suivant les dispositions qui vous sont soumises, identique au régime nouveau qui résulterait, pour les travailleurs des entreprises terrestres, de la loi générale, tel que tend à la reviser le projet de loi présenté aux Chambres par le Gouvernement.

L'application de la loi sur la réparation des accidents du travail est devenue si générale dans notre activité économique que chacun a pu en étudier le mécanisme tout en appréciant ses bienfaits.

Le présent projet ne renferme qu'une adaptation des mêmes principes aux particularités du risque professionnel du marin, provenant des conditions exceptionnelles de travail et de vie de celui-ci.

L'article 2 du projet détermine les catégories de personnes auxquelles il convient d'étendre le bénéfice de cette réforme. Elle s'appliquera d'abord à tous les marins inscrits au rôle d'équipage des navires de commerce belges; ensuite à tous les marins navigant sous pavillon belge à la pêche en mer, quelle que soit la nature de l'entreprise à laquelle ils coopèrent ou qu'ils exploitent. Parmi ces marins-pêcheurs il faut compter même les patrons-armateurs exploitant leur propre bâtiment soit seuls, soit en association avec des membres de leur équipage, parmi lesquels se trouvent souvent des parents.

Le patron-armateur a la direction de

sa barque. Il est le chef de l'équipage et en fait donc partie.

Cette dernière extension de la loi peut paraître ne pas répondre à la conception première d'un régime basé sur le contrat de travail. Mais cette catégorie de pêcheurs forme un groupe important de notre industrie de la pêche, et il a semblé qu'il ne serait pas équitable de les exclure de la réforme. Il n'y a là, du reste, aucune anomalie au point de vue du jeu de l'assurance.

L'article 2 définit encore la portée du terme « armateur ». Il faut entendre par là quiconque fait naviguer un navire ou un bâtiment de pêche et court les risques de l'aventure maritime, qu'il soit propriétaire ou locataire du bâtiment ou du navire, ou qu'il possède sur celui-ci tout autre titre juridique. Ce terme vise aussi le pêcheur qui, propriétaire de sa barque, navigue à bord de celle-ci en qualité de chef d'équipage. Dans ce cas, il prend le nom de patron-armateur. Dans le système proposé, le patron-armateur a l'obligation d'assurer son équipage. Comme il en fait partie, il est compris parmi les bénéficiaires de la loi.

L'article 1^{er} rappelle le principe fondamental de la loi de 1903, l'obligation de la réparation forfaitaire de tout accident du travail.

Mais, tandis que la loi de 1903 limite cette notion aux dommages subis « dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail », nous l'avons étendue ici à tout risque auquel expose « l'exercice de la profession ».

Par là, l'assurance du risque professionnel couvre le marin contre tout accident qui lui survient dès qu'il est au travail pour le service du navire, même en dehors de l'exécution du contrat de travail maritime proprement dit; tel est, par exemple, le cas du marin qui, entre deux voyages, est chargé de l'entretien du bâtiment. Il n'est que juste que les accidents survenus dans ces conditions trouvent leur réparation dans les indemnités prévues par le projet.

De même, les risques propres à la navigation doivent être compris dans la notion du risque professionnel maritime. Sous le régime de la loi générale, le cas de force majeure n'est pas, en principe, constitutif du risque professionnel. Mais il est incontestable que les forces de la nature comme les tempêtes, que même l'incendie à bord par suite de combustion spontanée de certaines cargaisons — cas de force majeure — constituent les dangers spécifiques du métier de marin et qu'à ce titre ils doivent être couverts par l'assurance.

Enfin, une disposition explicite confirme la teneur de la loi générale en ce qui concerne les maladies accidentelles et reprend la doctrine et la jurisprudence qui se sont formées sur ce point.

Les articles 3, 4 et 5 assurent aux gens de mer, de même qu'à leurs ayants droit, un régime de réparation analogue à celui de la loi ordinaire.

Il y a un point cependant, au sujet duquel il y a lieu de déroger aux règles de réparation intéressant les travailleurs ordinaires.

Nous vous proposons, en effet, de laisser aux marins et aux marins-pêcheurs les avantages qui leur furent acquis de tous temps et qui sont repris dans le projet de loi sur le contrat d'engagement maritime, à savoir la plénitude des gages après l'accident, ou pendant la maladie, soit jusqu'à la guérison, soit jusqu'à la consolidation de la blessure ou la constatation de l'incurabilité de la maladie, soit jusqu'au rapatriement ou jusqu'à la fin du voyage. Les indemnités pour incapacité de travail maritime courront dès lors à partir du moment où la totalité des gages cessera d'être due, tandis que l'ouvrier de terre voit ses gages suspendus par le fait de l'accident et n'obtient paiement de l'indemnité forfaitaire qu'à l'expiration d'un délai de carence.

D'autre part, les ayants droit du marin ou du pêcheur, autres que la veuve et les enfants, auront, comme

dans le régime primitif de la loi de 1903, à établir que la victime était leur soutien. Cette preuve peut s'établir par toute voie de droit, témoignage compris : elle sera facilement faite par la délégation de ses gages que le marin donne à son armateur, lorsqu'il a charge de famille.

Cette dérogation aux règles de la loi générale est pleinement justifiée.

Les articles 7, 8, 9 et 10 ne font que reporter dans le projet des principes essentiels inscrits dans la loi générale.

Toutes les indemnités doivent avoir pour base le salaire, attendu qu'elles n'ont d'autre objet que de conserver à la victime une partie de ses salaires. Le montant de ces indemnités représentera une fraction du salaire quotidien moyen et, pour établir celui-ci, on remontera au salaire annuel en observant pour les gens de mer la règle spéciale inscrite à l'article 7. Le multiplicateur 11 (onze) qui est inscrit se justifie par cette considération que, en fait, aucun marin ne navigue pendant plus de onze mois par an.

Il importait aussi de déterminer la base de calcul des indemnités, à l'égard des gens de mer engagés à la part de fret ou de profit. Un arrêté royal complètera sur ce point les prescriptions de la loi.

Il doit être entendu que le terme « salaire de base » visé à l'article 7 comprend, outre les gages en espèces, leur accessoire en nature, c'est-à-dire la nourriture, mais à l'exception du logement. La rémunération partielle en nature du travailleur ordinaire est l'exception, elle est la règle pour le marin du commerce qui, pour l'exécution de son contrat de travail, doit être entretenu à bord.

L'article 11 du projet a pour but de prévenir une situation qui peut se présenter parmi les pêcheurs. Un marin-pêcheur et ses fils exploitant la même embarcation, ou même des fils et leur père occupés à la pêche sur différentes embarcations, peuvent être victimes, en

même temps, d'un sinistre laissant comme unique ayant droit l'épouse et la mère. Cette même personne ne peut recevoir plusieurs réparations pour un seul préjudice qu'elle subit.

Les chapitres II et III du projet sont parallèles. Ils prévoient l'établissement de caisses communes des armateurs pour l'assurance du risque professionnel tant des marins du commerce que des marins de la pêche maritime.

L'affiliation à ces caisses est obligatoire, contrairement au régime instauré par la loi de 1903. Cette obligation a été inscrite dans la loi, dans l'intérêt du fonctionnement de l'assurance du risque professionnel, sur les instances de la Commission royale de la pêche.

En fait, les protagonistes de l'assurance par la voie de groupements mutuels de patrons se sont manifestés nombreux lors de l'élaboration de la loi de 1903, et ce système a été adopté pour les accidents du travail des gens de mer dans différents pays.

Par l'affiliation obligatoire, les caisses se trouvent substituées aux armateurs dans l'exécution de leurs obligations ; les bénéficiaires de l'assurance trouveront dans ce régime la garantie du respect de leurs droits.

Ces caisses seront alimentées par des cotisations fixées par homme embarqué et proportionnées aux gages payés à chacun. Cette base assure une répartition équitable des charges de l'assurance entre les assurés en les proportionnant pour chacun à l'importance de son entreprise. Cependant une réduction de 50 p.c. est accordée au patron-armateur pour les raisons ci-après.

Le projet prévoit l'ajustement périodique du montant des cotisations par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire par le Conseil d'administration des caisses, composé d'une représentation paritaire des assurés et des bénéficiaires de l'assurance.

Enfin, nous vous demandons d'autoriser l'intervention financière éventuelle

de l'Etat, au moyen d'avances récupérables, pour permettre à ces caisses de faire face à toutes leurs obligations lorsque, par suite d'un sinistre particulièrement grave, les charges obligeraient à recourir à des appels de fonds excessifs pour les affiliés.

Les caisses jouiront de la personnification civile. Elles pourront recevoir des dons et des legs.

Pour tenir compte des périodes de chômage inhérent à l'industrie de la pêche maritime, l'article 25 du projet a prévu des réductions de cotisation, réductions parfaitement justifiées, puisqu'à ces moments les risques assurés cessent d'être courus.

Les articles 27 et suivants du projet, reprenant les dispositions de la loi de 1903, règlent les questions de la responsabilité civile, de la procédure pour la constatation des accidents et de la liquidation des droits qu'ils font naître.

La réparation des accidents professionnels des marins fit l'objet, au cours des dernières trente années, de nombreux rapports et d'études présentés aux congrès. Divers projets de loi envisageaient la réparation des accidents dans la pêche maritime. Ils furent déposés à la Chambre des Représentants, mais ne parvinrent jamais à être discutés.

Cette documentation permit l'élaboration d'un avant-projet, fruit des travaux du Conseil supérieur de la marine et des consultations de la Commission royale de la pêche maritime.

Nous faillirions à notre devoir en ne rendant pas aux efforts de tous l'hommage qu'ils méritent. De nombreuses difficultés — les auteurs de la loi de 1903 s'en étaient rendus compte déjà — se sont élevées au cours de l'étude de ce problème. Seul, un désir tenace d'aboutir à une solution et la bonne volonté de toutes les parties intéressées en ont permis la réalisation.

Le texte fit l'objet du projet de loi déposé au Sénat le 13 juillet 1927. Ce projet fut retiré pour subir les modifica-

tions nécessitées par le dépôt du projet de loi général sur les accidents du travail, qui eut lieu le 14 février 1928.

Des adaptations et des améliorations sensibles y furent apportées. Les dispositions relatives à la pêche maritime furent remaniées pour mieux répondre à la situation économique des petites entreprises si éminemment intéressantes.

La charge de la prime d'assurance ordinaire serait excessive pour ces exploitations modestes. D'autre part, la présence à bord du bâtiment de l'armateur donne des garanties indiscutables d'une surveillance plus sévère et de moindres risques.

L'œuvre est destinée à réparer une iniquité, à écarter la misère des foyers atteints par les catastrophes maritimes, à établir une égalité de traitement à ce point de vue spécial entre les travailleurs

de la mer et les ouvriers terrestres. Le métier des premiers n'est pas moins digne d'intérêt; il est bien plus dur et périlleux.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*
M. LIPPENS.

Le Ministre de l'Agriculture,
H. BAELS.

Le Ministre des Finances,
M. HOUTART.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 24 JANUARI 1929

Ontwerp van wet op de vergoeding der arbeidsongevallen overkomen aan Zeelieden.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet, dat wij de eer hebben U ter goedkeuring voor te leggen, vestigt een op rechtvaardigheid steunend rechtsstelsel, waarom door de arbeiders der zeeschepen met aandrang wordt gevraagd.

Het is niet onbekend dat het voordeel van de wet van 1903 op de arbeidsongevallen niet tot de zeelieden werd uitgebreid. De wetgever van dien tijd oordeelde dat de overeenkomst van den matroos of den zeevisscher voor scheepsdienst volkomen te onderscheiden is van de gewone arbeidsovereenkomst, waarin het begrip van het beroepsgevaar zijn rechtskundigen grondslag vindt. Overigens deed hij gelden dat de bestaande wetgeving den zeeman reeds voordeelen had toegekend van evengroot belang als die welke hij aan de werklieden van de bedrijven te land wenschte te verleen.

De arbeidsonbekwaamheid als gevolg van aan boord van het schip opgelopen ziekten of verwondingen, stuit inderdaad den loop der gages niet; het verzorgen van den zeeman en de terugzending naar de vertrekhaven zijn daarenboven verplichtingen, waaraan de

werkgever zich alleen kan onttrekken door het bewijs te leveren van de zware schuld van den zieke of het slachtoffer; terwijl deze verplichtingen slechts ophouden bij het volledig herstel van den zeeman of bij het einde van den zeetocht, uiterste grens voor de verbintenissen van den scheepseigenaar.

Als aanvulling van deze bepalingen, kent de bij eene wet van 1844 ingestelde Hulp- en Voorzieningskas voor zeevarenden onder Belgische vlag, pensioenen toe wegens vroegtijdige invaliditeit en gevorderden leeftijd, benevens hulp-gelden in geval van ziekte of verwonding en neemt zij de verplegingskosten van den zeeman op zich, wanneer de reeder daartoe niet is gehouden.

Er bestaat te Oostende, voor de zeelieden-visschers eenzelfde instelling, met name « Voorzieningskas voor visschers », en gelijkaardige maar min belangrijke kassen op andere punten der kust.

Deze toestand beantwoordt evenwel niet meer aan de huidige maatschappelijke opvattingen. De vergoedingen door deze instellingen betaald zijn totaal ontoereikend. In zake zeevisscherij zijn vele zeelieden van het genot dezer hulp-gelden uitgesloten.

Evenals het nuttig geoordeeld werd den rechtstoestand van den zeeman met betrekking tot zijne dienstovereenkomst

te regelen door de reglementsbepalingen en de gebruiken in eene wet op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst te ordenen en samen te vatten, is het wenschelijk gebleken de beginselen, die den wetgever van 1903 hebben geleid, aan te passen aan het beroepsgevaar in scheepsdienst waarvan de rechtskundige bestanddeelen heden voldoende bepaald zijn.

Voorliggend ontwerp is derhalve de natuurlijke en logische aanvulling van het ontwerp van wet op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst.

Het werd overigens aan den Wetgever voorgelegd samen met het wetsontwerp ter zake, maar werd verder ingetrokken ten einde er de amendementen in te lassen voorgesteld op de algemeene wet van 1903.

Het regiem van forfaitaire vergoeding der ongevallen overkomen aan zeelieden zou dus, volgens deze beschikkingen die U worden voorgelegd, volkomen overeenstemmen met het nieuw regiem dat voor de werklieden van de bedrijven te land, uit de algemeene wet zou voortvloeien, zooals het ontwerp, door het Staatsbestuur aan de Kamers voorgelegd, deze wet zoekt te wijzigen.

De wet op de vergoeding der arbeidsongevallen heeft in ons bedrijfsleven zulke algemeene toepassing gevonden, dat eenieder hare werking heeft kunnen nagaan en hare weldaden beoordeelen.

Dit wetsontwerp is niets anders dan eene aanpassing van dezelfde beginselen aan de bijzonderheden van het beroepsgevaar voor den zeeman, welke bijzonderheden voortvloeien uit de buitengewone omstandigheden waarin deze laatste leeft en werkt.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt tot welke categoriën personen het voordeel van die hervorming dient uitgebreid. Vooreerst wordt zij toegepast op al de zeelieden, die op de monsterrol van de Belgische handelschepen zijn ingeschreven, vervolgens op al de zeelieden, die ter zeevisscherij varen onder Belgische vlag, om het even welke de aard zij van de onderneming waaraan zij hunne

medewerking verleen en of waarmede zij zich voor eigen rekening bezighouden. Onder deze zeevisschers moeten zelfs de reeders-stuurlieden gerekend worden, die hun eigen boot gebruiken, 'tzij alleen, 'tzij onder deelneming van leden hunner bemanning waaronder zich dikwijls familieleden bevinden.

De stuurman heeft de leiding van zijne boot. Hij is het hoofd der bemanning en maakt dus van deze deel uit.

Deze laatste uitbreiding van de wet schijnt wellicht niet te beantwoorden aan de eerste opvatting van een stelsel, dat op de arbeidsovereenkomst is gegrond. In ons visschersbedrijf vormt deze soort van visschers evenwel een talrijke groep en het bleek niet billijk ze buiten de nieuwe regeling te sluiten. In die uitbreiding ligt overigens geen enkele onregelmatigheid ten opzichte van de werking der verzekering.

Artikel 2 bepaalt verder de betekenis van het woord « reeder ». Onder reeder dient verstaan al wie een schip of eene visschersboot in de vaart brengt en het risico van de zeeonderneming draagt, onverschillig of hij eigenaar of huurder van het schip of de boot is of op het vaartuig eenig anderen rechtstitel bezit. Dit woord geldt ook den visscher die, eigenaar van zijne boot, aan boord dezer vaart in hoedanigheid van hoofd der bemanning. In zulk geval neemt hij den naam van reeder-stuurman. In het voorgesteld stelsel is de reeder-stuurman verplicht zijne bemanning te verzekeren. Daar hij van deze deel uitmaakt is hij onder de rechtsverkrijgenden der wet begrepen.

Artikel 1 herinnert aan het hoofdbeginsel van de wet van 1903, de verplichting om voor elk arbeidsongeval forfaitaire vergoeding toe te staan.

Waar echter de wet van 1903 deze verplichting beperkt tot de schade geleden « in den loop en door de uitvoering der arbeidsovereenkomst », hebben wij ze uitgebreid tot elk gevaar waaraan « de uitoefening van het beroep » blootstelt.

Aldus dekt de verzekering tegen beroepsgevaaren den zeeman voor elk ongeval, dat hem overkomt zoodra hij werkt in dienst van het schip, ook buiten de uitvoering van de eigenlijke arbeids-overeenkomst wegens scheepsdienst; dit geldt, bij voorbeeld, voor den zeeman, die tusschen twee reizen in, belast is met het onderhoud van het schip. Het is maar billijk, dat voor de in dergelijke voorwaarden overkomen ongevallen de bij het ontwerp voorziene schadeloosstellingen worden toegekend.

Eveneens moeten de uiteraard met de zeevaart verbonden gevaaren mede ondergebracht worden in het begrip van de beroepsgevaaren voor den zeeman. Onder het stelsel van de algemeene wet wordt, in beginsel, in het geval van overmacht, geen beroepsgevaar aangenomen. Toch is het onbetwistbaar dat de krachten der natuur, zooals stormen, dat zelfs brand aan boord door zelfontbranding van sommige ladingen — geval van overmacht — gevaaren in zich sluiten die eigen zijn aan het zeemansberoep, en uit dien hoofde door verzekering moeten gedekt worden.

Ten slotte bevestigt een uitdrukkelijke bepaling den inhoud van de algemeene wet met betrekking tot de aan ongevallen te wijten ziekten en neemt zij de omtrent dit punt gevestigde leeren rechtspraak over.

De artikelen 3, 4 en 5 verzekeren aan de zeelieden evenals aan hun rechthebbers een vergoedingsstelsel ingevoerd gelijkaardig aan dat van de gewone wet.

Ten opzichte van een punt dient nochtans afgeweken van de vergoedingsregelen betreffende de gewone arbeiders.

Wij stellen U inderdaad voor, de zeelieden ter koopvaardij en de zeevisschers in het bezit te laten van de voordeelen welke hun van oudsher werden toegekend en thans in het ontwerp van wet op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst zijn overgenomen, te weten: het volle bedrag van de gage na het ongeval of gedurende de ziekte,

hetzij tot de genezing, hetzij tot de heeling van de wond of de vaststelling van de ongeneeslijkheid der ziekte, hetzij tot den terugkeer in de haven van inscheping of tot het einde van de reis. De vergoedingen wegens arbeidsonbekwaamheid van den zeeman zullen derhalve loopen van het oogenblik af dat het volle bedrag der gage niet meer verschuldigd is, terwijl het loon van den werkman in het landbedrijf door het feit van het ongeval wordt geschorst en de belanghebbende betaling van de forfaitaire vergoeding slechts bekomt bij het verstrijken van eenen « carentietijd ».

Anderzijds, de rechthebbers van den zeeman of van den visscher anderen dan de weduwe en de kinderen, hoeven gelijk onder het oorspronkelijk beheer van de wet van 1903 te bewijzen dat het slachtoffer hun steun was. Dit bewijs kan geleverd worden door alle rechtsmiddelen, getuigen inbegrepen; een gemakkelijke bewijslevering zal geschieden door de volmacht voor uitkeering van de gage, door den zeeman, die gezinslasten heeft, aan den reeder gegeven.

Deze afwijking aan de regels der algemeene wet is ten volle verrechtvaardigd.

Onder artikelen 7, 8, 9 en 10 worden in het ontwerp slechts hoofdbeginselen van de algemeene wet overgenomen.

Al de vergoedingen moeten als grondslag hebben het loon, vermits zij slechts moeten dienen om het slachtoffer een gedeelte van zijn loon te laten behouden. Het bedrag van die vergoedingen zal een gedeelte van het gemiddeld dagloon vertegenwoordigen; om dit vast te stellen zal men teruggaan tot het jaarlijksch loon, met inachtneming, voor de zeelieden van den bijzonderen regel van artikel 7. De daarbij voorgeschreven vermenigvuldiger 11 (elf) wordt gerechtvaardigd door het feit dat geen zeeman in werkelijkheid meer dan elf maand per jaar op zee vaart.

Verder diende de grondslag bepaald voor de berekening van de vergoedingen

te aanzien van de op aandeel in de vracht of in de winst gehuurde zeelieden. Bij koninklijk besluit zullen de voorschriften van de wet dienaangaande worden aangevuld.

Het dient verstaan dat het bij artikel 7 bedoelde grondslagloon niet alleen de in geld uitbetaalde gage omvat, doch ook de bijverdiensde in natura, wil zeggen, het ontvangen voedsel, maar niet het logies. Gedeeltelijke bezoldiging in natura komt bij den arbeider in de landbedrijven slechts bij uitzondering voor; bij den handelszeeman, die voor de tenuitvoerlegging van zijn arbeidscontract aan boord moet gevoed worden, is zij algemeen in gebruik.

Artikel 11 van het ontwerp heeft ten doel het ontstaan te voorkomen van eenen toestand die bij visschers mogelijk is. Een zeevisscher en zijne zonen die samen dezelfde boot voor hun bedrijf gebruiken of zelfs zonen en hun vader, die op verschillende booten ter visscherij varen, kunnen gelijktijdig het slachtoffer zijn van eene ramp en als eenige rechthebbende de echtgenoot en moeder achterlaten. Diezelfde persoon kan voor een enkel geleden nadeel niet verscheiden vergoedingen ontvangen.

Hoofdstukken II en III van het ontwerp behelzen gelijkaardige bepalingen. Zij voorzien de oprichting van gemeenschappelijke kassen van de reeders tot verzekering tegen beroepsgevaar, zoc van de zeelieden ter koopvaardij als van de zeevisschers.

Aansluiting bij deze kassen is verplichtend in tegenstelling met het stelsel ingevoerd bij de wet van 1903. Op aandrigen van de Koninklijke Commissie voor de Visscherij werd deze verplichting in de wet opgenomen in het belang van de werking der verzekering tegen beroepsgevaar.

Inderdaad waren er bij het opmaken van de wet van 1903 vele voorstanders van verzekering door onderlinge groepeerings van werkgevers en werd dergelijk stelsel in verscheiden landen voor

de arbeidsongevallen van zeelieden aangenomen.

Door verplichte aansluiting nemen de kassen de plaats in van de reeders voor de uitvoering van dezer verplichtingen; zij die het voordeel van de verzekering genieten, vinden hierin een waarborg van het eerbiedigen van hunne rechten.

Deze kassen zullen gevoed worden door bijdragen, vastgesteld per ingescheepten man en evenredig met de aan elk betaalde gage. Aldus bekomt men een billijke verdeling van de lasten der verzekering over de verzekerden door ze voor ieder van hen in juiste verhouding te brengen tot de belangrijkheid van zijne onderneming. Nochtans kan eene vermindering van 50 t. h. toegestaan worden aan den reeder-stuurman voor de hierna omschreven redenen.

Het ontwerp voorziet op geregelde tijden herziening van het bedrag der bijdragen door de belanghebbenden zelf, dat is door den Beheerraad der kassen, bestaande uit een paritaire vertegenwoordiging van de verzekerden en van de rechtverkrijgenden der verzekering.

Ten slotte vragen wij U den Staat te machtigen om in voorkomend geval door terugvorderbare voorschotten geldelijk bij te springen, ten einde bedoelde kassen in staat te stellen al hare verplichtingen na te komen, wanneer de lasten, ten gevolge van een bijzonder zware ramp, een overdreven bijstorting van geld vanwege de aangeslotenen zouden vergen.

De kassen zullen rechtspersoonlijkheid genieten. Zij zullen giften en legaten kunnen ontvangen.

Om rekening te houden met de aan het zeevisschersbedrijf eigen tijdperken van werkloosheid, wordt bij artikel 25 van het ontwerp vermindering van bijdrage voorzien; deze vermindering is volkomen gerechtvaardigd, vermits gedurende die tijdperken het gevaar, waartegen verzekering wordt aangegaan, niet meer wordt gelopen.

Bij artikelen 27 en daaraanvolgende van het ontwerp, waarin de bepalingen van de wet van 1903 zijn overgenomen,

worden de vraagpunten geregeld betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtspleging tot vaststelling van de ongevallen en de vereffening van de rechten die uit deze ontstaan.

De vergoeding der beroepsongevallen der zeelieden was het voorwerp, gedurende de dertig laatste jaren, van talrijke verslagen en studiën aan congressen voorgelegd. Verscheidene wetsontwerpen hadden betrekking op het vergoeden der ongevallen in de zeevisscherij. Zij werden neergelegd ter Kamer der Volksvertegenwoordigers maar kwamen nooit in beraadslaging.

Deze vereenigde bescheiden lieten het uitwerken toe van een voor-ontwerp, vrucht van de werkzaamheden van den Hoogeren Raad voor de Scheepvaart en van de raadgevingen der Koninklijke Commissie voor de Zeevisscherij.

Wij zouden in onzen plicht te kort schieten, zoo wij aan de pogingen van allen niet een welverdiende hulde brachten. Talrijke moeilijkheden — de bewerkers der wet van 1903 hadden er zich reeds rekenschap van gegeven — zijn tijdens de studie van het vraagstuk gerezen: alleen het volgehouden verlangen om tot eene oplossing te komen en de goede wil van al de betrokken partijen hebben de verwezenlijking ervan mogelijk gemaakt.

De tekst vormde het voorwerp van het wetsontwerp neergelegd in den Senaat op 13 Juli 1927. Dit ontwerp werd ingetrokken ten einde de veranderingen te ondergaan noodzakelijk gemaakt door de neerlegging van het algemeen wetsvoorstel op de arbeidsonge-

vallen, die op 14 Februari 1928 geschiedde.

Aanpassingen en gevoelige verbeteringen werden er aan gebracht. De beschikkingen betreffende de zeevisscherij werden omgewerkt ten einde beter te beantwoorden aan den economischen toestand der kleine ondernemingen welke een zoo hoog belang opleveren.

De last der gewone verzekeringspremie zou voor deze nederige ondernemingen overdreven zijn. Anderzijds, geeft de tegenwoordigheid van den reeder aan boord van het vaartuig tegensprekelijke waarborgen voor een strenger toezicht en minder risico.

Het ontwerp is bestemd een onrechtvaardigheid te herstellen, de ellende te verwijderen uit de haarden getroffen door zeerampen, een gelijke behandeling toe te passen onder een bijzonder oogpunt tusschen de zeearbeiders en deze van den lande. Het beroep der eersten is niet min belangwekkend; het is veel zwaarder en gevaarlijker.

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen en
Luchtvaart,*

M. LIPPENS.

*De Minister van Landbouw,
H. BAELS.*

*De Minister van Financiën,
M. HOUTART.*

(A)

(ANNEXE AU N° 63.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1928-1929

Projet de Loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre des Finances présenteront, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1^{er}.

Des indemnités.

ARTICLE PREMIER.

La réparation des dommages résultant des accidents survenus aux gens de mer, dans le cours et par le fait de l'exercice de leur profession, est réglée

(BIJLAGE AAN N° 63.)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1928-1929

**Ontwerp van wet op de vergoeding der arbeidsongevallen overkomen aan zee-
lieden.**

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart, van Onzen Minister van Landbouw en Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart, Onze Minister van Landbouw en Onze Minister van Financiën zullen, in Onzen naam, ter Wetgevende Kamers volgend ontwerp van wet voorleggen :

HOOFDSTUK 1.

Van de vergoeding.

ARTIKEL ÉÉN.

De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen overkomen aan zee-
lieden in den loop en ten gevolge van de uitoefening van hun beroep, wordt

conformément aux dispositions de la présente loi.

L'accident survenu soit à bord, soit même en dehors du bord, au cours d'un travail ou d'une corvée entrepris ou commandé pour le service du navire ou de l'expédition est, jusqu'à preuve contraire, réputé accident du travail donnant lieu à réparation conformément aux dispositions de la présente loi.

Les dommages résultant des accidents constituant les risques naturels de la navigation sont assimilés aux dommages dont la réparation est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions sont, en outre, applicables aux maladies ayant leur cause directe dans un accident dont la réparation est régie par la présente loi.

ART. 2.

Pour l'application de la présente loi, l'expression « gens de mer » comprend les marins et les pêcheurs.

Sont considérés comme marins : toutes les personnes, quels que soient leurs gages, portées au rôle d'équipage des navires de commerce belges, en vue de l'exécution d'un contrat d'engagement maritime.

Sont, en outre, réputées marins, les personnes recrutées pour être portées au rôle d'équipage qui, étant au service du navire, sont victimes d'un accident avant la clôture du rôle.

Sont considérés comme pêcheurs : toutes les personnes, quels que soient le mode et le montant de leur rémunération, formant l'équipage des bâtiments de pêche belges à voiles ou à propulsion mécanique — y compris le patron-armateur exploitant son propre bâtiment, soit seul, soit avec un équipage dont les membres sont associés ou non.

geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Het ongeval overkomen hetzij aan boord, hetzij zelfs buiten boord, in den loop van een voor den dienst van het schip of van den zeetocht ondernomen of bevolen werk of taak, wordt, zoolang het tegendeel niet is bewezen, als arbeidsongeval beschouwd waarvoor vergoeding verschuldigd is overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

De schade voortvloeiende uit ongevallen, welke behooren tot de uiteraard met de zeevaart verbonden gevaren, wordt gelijkgesteld met de schade, welke wordt vergoed overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Bedoelde bepalingen gelden bovendien voor de ziekten, welke hun rechtstreeksche oorzaak vinden in een ongeval, waarvan de vergoeding bij deze wet geregeld wordt.

ART. 2.

Voor de toepassing van deze wet omvat de uitdrukking « zeelieden » de zeelieden ter koopvaardij en de visschers.

Worden beschouwd als zeelieden ter koopvaardij : alle personen, met om het even welke gage, die op de monsterrol van de Belgische koopvaardij-schepen zijn ingeschreven met het oog op de uitvoering van eene arbeids-overeenkomst wegens scheepsdienst.

Worden daarenboven beschouwd als zeelieden ter koopvaardij, de voor inschrijving op de monsterrol aangeworven personen, die in dienst van het schip slachtoffer worden van een ongeval vóór het afsluiten van de monsterrol.

Worden beschouwd als visschers, alle personen — welke ook de vorm en het bedrag van hunne bezoldiging wezen — die deel uitmaken van de bemanning van Belgische visschersvaartuigen met zeilen of met mechanische stuwkracht — daaronder begrepen de reeders-stuurlieden die, hun eigen schip in bedrijf bezigen, hetzij alleen, hetzij met eene

Sont considérés comme armateurs : toutes personnes physiques ou morales armant sous pavillon belge un navire de commerce ou un bâtiment de pêche, quel que soit le titre qu'elles possèdent sur eux.

ART. 3.

Les gens de mer victimes d'un accident du travail continueront de bénéficier de l'intégralité de leurs gages dans les conditions et limites prévues par les dispositions légales régissant le contrat d'engagement maritime. Lorsque ces dispositions cesseront de leur être applicables, la réparation de l'accident se fera comme il est dit ci-dessous; au cas où la victime n'aurait pas droit aux termes des dispositions relatives au contrat d'engagement maritime, à l'intégralité de ses gages, les dispositions ci-dessous sortiront leurs effets à partir du jour qui suit le début de l'incapacité résultant de l'accident.

Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale de travail, la victime a droit à une indemnité journalière égale à 50 p. c. du salaire ou profit quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 50 p. c. de la différence entre le salaire ou le profit quotidien moyen de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si, à l'expiration des six premiers mois, à compter du jour prévu au premier alinéa, l'incapacité temporaire est totale, l'indemnité journalière devient, à partir du septième mois, égale aux deux tiers du salaire quotidien moyen.

bemanning wier leden al dan niet deelhebbend zijn.

Worden beschouwd als reeders, alle natuurlijke personen of rechtspersonen die een koopvaardijship of een visschersvaartuig onder Belgische vlag uitrusten, onverschillig welken rechtstitel zij daarop hebben.

ART. 3.

De zeelieden, slachtoffers van een arbeidsongeval, behouden hunne volle gage in de voorwaarden en binnen de perken, voorzien bij de wetsbepalingen betreffende de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst. Wanneer deze bepalingen niet meer op hen toepasselijk zijn, wordt het ongeval vergoed zooals hieronder wordt opgegeven, ingeval het slachtoffer, luidens de bepalingen betreffende de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst geen recht zou hebben op het volle bedrag van zijne gage, zijn onderstaande bepalingen van kracht van op den dag na het ontstaan der ongeschiktheid voortspruitende uit het ongeval.

Wanneer het ongeval een tijdelijke en volkomen ongeschiktheid tot werken heeft veroorzaakt, heeft het slachtoffer recht op een dagelijksche vergoeding gelijk aan 50 t. h. van het gemiddeld dagloon of van de gemiddelde dagelijksche winst.

Betreft het een tijdelijke ongeschiktheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijk zijn aan 50 t. h. van het verschil tusschen het gemiddeld dagloon of de gemiddelde dagelijksche winst van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon of de winst welke het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien, na het verstrijken der eerste zes maand, te rekenen van den dag, bij alinea 1 voorzien, de tijdelijke ongeschiktheid volkomen is, wordt de dagelijksche vergoeding, te rekenen van de zevende maand, gelijk aan de twee derden van het gemiddeld dagloon.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle des deux tiers, déterminée d'après le degré d'incapacité comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à dater du jour où l'incapacité présente le caractère de la permanence; ce point de départ est constaté soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif.

En ce qui concerne les grands blessés, dont l'état nécessite absolument et normalement l'assistance d'une autre personne, le juge peut porter l'allocation annuelle à un taux supérieur à deux tiers, mais qui n'excédera toutefois pas 80 p. c. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 35, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

ART. 4.

La victime a droit, en outre, conformément aux dispositions ci-après et jusqu'à l'expiration du délai de revision prévu par l'article 35 de la présente loi, aux soins médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers causés par l'accident, ainsi qu'aux appareils de prothèse et d'orthopédie dont l'usage est reconnu nécessaire jusqu'à la date de l'accord ou du jugement définitif visés à l'article 3.

Une indemnité supplémentaire, représentant le coût probable du renouvellement de ces appareils, est attribuée à la victime; cette indemnité est fixée par l'accord ou par le jugement définitif. Elle peut être éventuellement majorée dans le cas où une aggravation de l'infirmité de la victime est constatée lors d'une action en revision intentée dans les conditions prévues à l'article 35. La partie de l'indemnité supplémentaire non dépensée au cours du délai de revision

Indien de ongeschiktheid voortdurend is of wordt, vervangt een jaarlijksche vergoeding van twee derden, bepaald naar den graad van ongeschiktheid zooals boven gezegd, de tijdelijke vergoeding, te rekenen van den dag, waarop de ongeschiktheid van voortdurenden aard is; dit vertrekpunt wordt vastgesteld 'tzij bij de overeenkomst der partijen, 'tzij bij een eindvonnis.

Wat de zwaar gekwetsten betreft wier toestand volstrekt de geregelde hulp van een anderen persoon vergt, kan de rechter de jaarlijksche uitkeering, alsmede de dagelijksche vergoeding op een hooger en maatstaf dan de twee derden brengen, die nochtans 80 t. h. niet zal overschrijden. Bij het verstrijken van den herzieningstermijn, voorzien bij artikel 35, wordt de jaarlijksche uitkeering vervangen door een lijfrente.

ART. 4.

Het slachtoffer heeft daarenboven, overeenkomstig de hierna volgende bepalingen, en tot het einde van het bij artikel 35 van deze wet voorzien tijdsbestek, recht op de uit hoofde van het ongeval noodige geneeskundige, heelkundige, en pharmaceutische en verplegingszorgen alsmede op de toestellen voor kunstmatige vervanging van lichaamsdeelen en orthopedische toestellen, waarvan het gebruik noodzakelijk is erkend, tot den datum van het akkoord of de bij artikel 3 voorziene einduitspraak van het gerecht.

Een bijkomende vergoeding, die de waarschijnlijke kosten vertegenwoordigt voor het vernieuwen van die toestellen, wordt aan het slachtoffer verleend; die vergoeding wordt akkoord gaande of bij einduitspraak van het gerecht vastgesteld. Zij mag eventueel worden verhoogd in geval er, overeenkomstig artikel 35, bij een rechtsvordering om herziening, een verergering van het gebrek wordt vastgesteld bij het slachtoffer. Het deel der bijkomende vergoeding, dat

est payée à la victime dans le mois de l'expiration du dit délai.

Si l'armateur ou l'une des caisses communes visées aux chapitres II et III ci-après ont institué à leur charge exclusive un service médical, pharmaceutique et hospitalier, et s'il en est fait mention dans une clause spéciale du rôle d'équipage, la victime n'a pas le choix du médecin, du pharmacien et du service hospitalier.

Dans ce cas, un extrait détaillé, enlevé d'un carnet à souches, soit de la clause spéciale du rôle d'équipage, soit de la stipulation spéciale du contrat d'engagement, sera remis au marin lors de son engagement.

Dans les autres cas, la victime a le choix du médecin, du pharmacien et du service hospitalier; mais l'armateur ou la caisse commune n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée par un tarif établi par arrêté royal, lequel déterminera également les mentions à insérer dans le carnet à souches ci-dessus prévu.

Les services médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers visés au deuxième alinéa du présent article sont soumis à l'agrément du Gouvernement dans des conditions à déterminer par arrêté royal pris sur avis de la Commission des accidents du travail.

Au cours du traitement, l'armateur ou la caisse commune, dans le cas où la victime a le libre choix du médecin, du pharmacien et du service hospitalier, la victime ou les ayants droit dans le cas contraire, pourront désigner, par écrit, au juge de paix du lieu où se trouve la victime, un médecin chargé de contrôler le traitement. Cette désignation donnera audit médecin libre accès auprès de

gedurende het tijdsbestek van herziening niet werd uitgegeven, wordt in den loop der maand van het verstrekken van bedoeld tijdsbestek aan het slachtoffer betaald.

Zoo de reeder of eene van bij onderstaande hoofdstukken II en III bedoelde gemeenschappelijke kassen, uitsluitend op eigen kosten, een geneeskundige, pharmaceutische en verplegingsdienst heeft ingesteld, en indien daarvan melding werd gemaakt in een bijzondere bepaling van de monsterrol, heeft het slachtoffer de vrije keuze niet van geneesheer, van apotheker en van verplegingsdienst.

In dit geval, dient een uitvoerig uittreksel getrokken uit een stamboekje, hetzij uit de bijzondere bepaling van den monsterrol, hetzij uit het bijzonder beding van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst, bij de aanmonstering aan den zeeman overhandigd.

In de andere gevallen, heeft het slachtoffer de keus van den arts, den apotheker en den verplegingsdienst; doch de reeder of de gemeenschappelijke kas is slechts gehouden tot het betalen van het bedrag der som, bepaald in een tarief vastgesteld bij een koninklijk besluit, dat tevens de vermeldingen zal opgeven, welke in boven voorzien stamboekje dienen te staan.

De medische, pharmaceutische en verplegingsdiensten, bedoeld in de tweede alinea van dit artikel, worden onderworpen aan de goedkeuring der Regering en dienen te voldoen aan vereischten, te bepalen, bij een koninklijk besluit, gegeven op advies van de Arbeidsongevallencommissie.

Tijdens de behandeling, mogen de reeder of de gemeenschappelijke kas, ingeval de slachtoffers den arts, den apotheker en de verplegingsdienst vrij mogen kiezen, in tegenovergesteld geval de slachtoffers zelf of hun rechthebbenden, aan den vrederechter van het rechtsgebied, waarin zij wonen, schriftelijk een arts aanduiden, er mee belast toezicht te houden op de behandeling.

la victime, en présence du médecin traitant dûment prévenu.

Les indemnités pour frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers, ainsi que pour frais occasionnés par l'emploi d'appareils de prothèse et d'orthopédie pourront être payées à ceux qui en ont pris la charge.

Les personnes à qui ces frais sont dus ont une action directe contre l'armateur ou contre la caisse commune à laquelle ces frais incombent.

ART. 5.

Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué les indemnités suivantes :

1^o Une somme de 500 francs pour frais funéraires. Le dernier alinéa de l'article 4 est applicable à cette indemnité.

2^o a) Au conjoint non divorcé, ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident, un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 25 p. c. du salaire annuel.

Toutefois, le veuf n'aura droit à l'indemnité que s'il établit que la victime était son soutien.

b) Aux enfants légitimes nés ou conçus avant l'accident et aux enfants naturels reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, et pour autant que les uns et les autres soient âgés de moins de 18 ans, un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 10 p. c. du salaire annuel pour chaque

Bedoelde arts wordt door deze aanduiding gerechtigd om de slachtoffers vrij te bezoeken in de aanwezigheid van den behoorlijk verwittigden behandelenden arts.

De vergoedingen wegens medische-, heilkundige- en pharmaceutische verplegingskosten en die voortkomende uit het gebruik van toestellen voor kunstmatige vervanging van lichaamsdeelen en orthopedische toestellen, mogen worden betaald aan degenen, die daarvan de lasten op zich hebben genomen.

De personen, aan wie deze kosten zijn verschuldigd hebben een rechtstreeksche vordering tegen den reeder of tegen de gemeenschappelijke kas welke deze kosten moeten dragen.

ART. 5.

Heeft het ongeval den dood van een slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen toegekend :

1^o Een som van 500 frank voor begrafenis-kosten. De laatste alinea van artikel 4 is van toepassing op deze vergoeding;

2^o a) Aan de(n) niet gedivorceerde(n) noch van tafel of bed gescheiden echtgenoot(e), op voorwaarde dat het huwelijk voor het ongeval is voltrokken, een kapitaal vertegenwoordigende dewaarde, berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden, van een lijfrente gelijk aan 25 t. h. van het jaarloon.

De overlevende echtgenoot heeft echter alleen recht op de vergoeding wanneer hij bewijst dat het slachtoffer zijn steun was.

b) Aan de wettige kinderen, geboren of ontvangen vóór het ongeval, en aan de onechte vóór het ongeval erkende kinderen, wier vader of moeder is overleden, voor zoover de eenen en de anderen geen 18 jaar oud zijn, een kapitaal vertegenwoordigende de waarde, berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden, van een lijfrente gelijk aan 10 t. h. van

enfant, sans que l'ensemble puisse dépasser 30 p. c. du dit salaire.

Aux enfants répondant aux mêmes conditions, orphelins de père et de mère et aux enfants naturels non reconnus par la mère victime d'un accident du travail, il est dû un capital calculé comme il est dit ci-dessus représentant une rente viagère de 15 p. c. du salaire annuel pour chaque enfant, sans que l'ensemble puisse dépasser 45 p. c. du dit salaire.

c) Aux père et mère de la victime, enfant légitime ou reconnu avant l'accident, et pour autant que celle-ci ne laisse ni conjoint, ni enfants bénéficiaires, pour autant qu'ils établissent qu'elle était leur soutien, un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 15 p. c. du salaire annuel pour un bénéficiaire seul et à 25 p. c. s'il en existe deux; sous les mêmes conditions, la mère de l'enfant naturel reconnu mais non abandonné par elle a droit à un capital calculé comme il est dit ci-dessus, sur la base de 15 p. c. du salaire annuel.

Toutefois, dans le cas où la victime laisse un conjoint sans enfants, il est attribué aux ayants droit visés à l'alinéa précédent un capital calculé sur le taux de 7,5 p. c. pour un bénéficiaire seul et de 12,5 p. c. s'il en existe deux.

En cas de prédécès du père ou de la mère de la victime, il est attribué globalement aux ascendants du prédécédé pour autant qu'ils établissent que la victime était leur soutien, un capital calculé :

1° S'il n'y a ni conjoint ni enfants, sur le taux de 10 p. c. ;

het jaarloon voor elk kind, zonder dat het totaal 30 t. h. van voornoemd loon mag overschrijden.

Aan de kinderen, die onder dezelfde voorwaarden verkeerden, wier vader en moeder overleden zijn en aan de door een arbeidsongeval getroffen moeder niet erkende onechte kinderen, is een kapitaal verschuldigd, als boven berekend, vertegenwoordigende een lijfrente van 15 t. h. van het jaarloon voor elk kind, zonder dat het totaal 45 t. h. van voornoemd loon mag overschrijden.

c) Aan vader en moeder van het slachtoffer, 'tzij een wettig, 'tzij een vóór het ongeval erkend kind, en voor zoover hij (zij) noch echtgenoot(e) noch gerechtigde kinderen achterlaat, voor zoover zij bewijzen dat het slachtoffer hun steun was, een kapitaal vertegenwoordigende de waarde, berekend naar de leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden, van een lijfrente gelijk aan 15 t. h. van het jaarloon, voor een enkel gerechtigde en van 25 t. h. zoo er twee gerechtigde zijn; onder dezelfde voorwaarden heeft de moeder van het niet erkend, maar door haar niet verlaten onecht kind, recht op een kapitaal, als boven berekend, naar de maatstaf van 15 t. h. van het jaarloon.

Nochtans, in geval het slachtoffer een echtgenoot(e) zonder kinderen achterlaat, wordt aan de in de vorige alinea bedoelde rechthebbenden een kapitaal verleend, berekend naar den maatstaf van 7,5 t. h. voor een enkel gerechtigde en van 12,5 t. h. zoo er twee gerechtigden zijn.

Bij vooroverlijden van den vader of de moeder van het slachtoffer wordt in een keer, aan de familieleden in opgaande lijn van de(n) vooroverledene voor zoover zij bewijzen dat het slachtoffer hun steun was, een kapitaal verleend, berekend als volgt :

1° Indien er noch echtgenoot(e) noch kinderen overblijven, naar den maatstaf van 10 t. h. ;

2° S'il y a un conjoint sans enfants, sur le taux de 5 p. c.

d) Aux petits-enfants orphelins de pères, âgé de moins de dix-huit ans, à défaut de conjoint ou d'enfants bénéficiaires de la victime et pour autant qu'ils établissent que celle-ci était leur soutien, un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 10 p. c. du salaire annuel pour chaque petit-enfant sans que l'ensemble puisse dépasser 30 p. c. du dit salaire.

Toutefois si, à défaut de conjoint, il existe des enfants bénéficiaires, les petits-enfants orphelins de père viennent en concours, par groupe familial, avec les enfants, le taux attribuable à chaque groupe de petits-enfants étant fixé à 10 p. c.

En cas d'existence d'un nombre supérieur à trois enfants ou de groupes de petits-enfants ayants droit, le taux de 15 p. c. ou de 10 p. c. attribuable à chaque enfant ou à chaque groupe de petits-enfants est réduit en le multipliant par la fraction $\frac{3}{4}$, $\frac{3}{5}$, $\frac{3}{6}$, etc., selon que le nombre susvisé est 4, 5, 6, etc.

e) Aux frères et sœurs de la victime, âgés de moins de dix-huit ans, et pour autant que la victime ne laisse ni conjoint, ni enfants, ni père ou mère, ni petits-enfants ayants droit et pour autant qu'ils établissent qu'elle était leur soutien, un capital représentant la valeur calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale, par tête, à 10 p. c. du salaire annuel, sans que l'ensemble puisse dépasser 30 p. c. S'il existe plus de trois frères et sœurs ayants droit, le taux de 10 p. c. est réduit proportionnellement de la manière déterminée à l'alinéa précédent.

2° Indien er een echtgenoot(e) zonder kinderen, overblijft, naar den maatstaf van 5 t. h.

d) Aan de kleinkinderen, wier vader overleden is, die minder dan achttien jaar oud zijn, indien het slachtoffer noch echtgenoot(e) noch gerechtigde kinderen achterlaat, en voor zoover zij bewijzen dat het slachtoffer hun steun was, een kapitaal vertegenwoordigende de waarde, berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden, van een lijfrente gelijk aan 10 t. h. van het jaarloon voor elk kleinkind, zonder dat het totaal 30 t. h. van bedoeld loon mag overschrijden.

Nochtans, indien, bij ontstentenis van echtgenoot(e) er gerechtigde kinderen zijn, hebben de kleinkinderen wier vader overleden is, familiegroepsgewijs, gelijke renten als de kinderen, zoodat de lijfrente voor elke groep van kleinkinderen wordt berekend naar een maatstaf van 10 t. h.

Ingeval er meer dan drie kleinkinderen of groepen van rechthebbende kleinkinderen zijn, wordt de maatstaf van 15 t. h. of van 10 t. h., waarnaar de lijfrente van elk kind of van elke groep van kleinkinderen wordt berekend vermindert door hem te vermenigvuldigen met de breuk $\frac{3}{4}$, $\frac{3}{5}$, $\frac{3}{6}$, enz., naar gelang bovenbedoeld getal 4, 5, 6, enz., is.

e) Aan broeders en zusters van het slachtoffer, die minder dan achttien jaar oud zijn, en voor zoover het slachtoffer noch echtgenoot(e), noch kinderen, noch vader of moeder, noch rechthebbende kleinkinderen achterlaat en voor zoover zij bewijzen dat het slachtoffer hun steun was, een kapitaal vertegenwoordigende de waarde, berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden, van een lijfrente, per hoofd, gelijk aan 10 t. h. van het jaarloon, zonder dat de totale rente 30 t. h. mag overschrijden. Indien er meer dan drie rechthebbende broeders of zusters zijn, wordt de maatstaf van 10 t. h. naar verhouding van hun getal, op de in vorige alinea bepaalde wijze, vermindert.

Dans le cas où, conformément aux dispositions qui précèdent, un capital est attribué globalement à plusieurs ayants droit, les parts de ces ayants droit dans le capital seront égales.

Le capital visé aux alinéas qui précèdent est dû à la date du décès de la victime.

Le capital dû au conjoint ou à un ascendant est converti, en tenant compte de l'âge de l'ayant droit à la date du décès, en une rente viagère payable à partir de cette date.

Le capital dû à tout autre ayant droit est converti, de la même manière, en une rente temporaire payable à partir du décès, et dont l'extinction aura lieu à l'âge de dix-huit ans.

L'indemnité due à chaque ayant droit au jour du règlement établi, soit par accord, soit par un jugement définitif, sera représentée par le montant des arrérages de rente échus augmenté du capital nécessaire pour le service de la rente à dater de ce jour.

Lorsque cette indemnité est due à des enfants, petits-enfants ou frères et sœurs, le juge peut toutefois, à la requête de tout intéressé, parties préalablement entendues ou appelées et même d'office, ordonner tel emploi de cette indemnité qu'il estimera favorable aux intérêts des ayants droit.

Au cas où le navire serait présumé perdu par défaut de nouvelles, les indemnités prévues au présent article seront dues sans caution, après six mois expirés, à compter du jour du départ du navire ou du jour des dernières nouvelles. Ce terme est réduit à trois mois pour les bâtiments de pêche.

ART. 6.

La victime peut demander que le tiers

Mocht, overeenkomstig de voorgaande bepalingen, een kapitaal aan verscheiden rechthebbenden globaal worden verleend dan zijn de aandeelen dier rechthebbenden in het kapitaal, gelijk.

Het kapitaal bedoeld in de vorige alinea's is verschuldigd op den dag van het overlijden van het slachtoffer.

Het kapitaal aan een echtgenoot(e) of aan een familielid in opgaande lijn verschuldigd, wordt, rekening houdende met den leeftijd van de(n) rechthebbende op den dag van het overlijden, in een lijfrente, betaalbaar te rekenen van dien dag, omgezet.

Het kapitaal verschuldigd aan iedere(n) andere(n) rechthebbende wordt op dezelfde wijze omgezet in een tijdelijke rente, ingaande met den dag van het overlijden en vervallende op den leeftijd van achttien jaar.

De vergoeding verschuldigd aan iedere(n) rechthebbende op den dag der regeling, 't zij bij overeenkomst, 't zij bij eindvonnis, zal vertegenwoordigd zijn door het bedrag der vervallen rente termijnen vermeerderd met het kapitaal noodig voor het uitbetalen der rente te rekenen van dezen dag.

Wanneer deze vergoeding is verschuldigd aan kinderen, kleinkinderen, broeders en zusters, kan de rechter nochtans, op verzoek van elke(n) belanghebbende, partijen vooraf gehoord of opgeroepen, en zelfs ambtshalve, het gebruik dier vergoeding bevelen, dat hij gunstig acht voor de belangen der rechthebbenden.

Ingeval het schip, bij gebrek aan tijdingen, als verloren zou worden beschouwd, zijn de bij dit artikel voorziene vergoedingen zonder borgstelling verschuldigd na het verstrijken van eenen termijn van zes maand, te rekenen van den dag van de afvaart van het schip of van den dag der laatste tijdingen. Die termijn wordt tot drie maand verminderd voor de visschersvaartuigen.

ART. 6.

Het slachtoffer of zijne rechtverkrij-

au plus de la valeur de la rente viagère lui soit payé en capital. Le conjoint ou les ascendants peuvent également demander que le tiers au plus du capital visé à l'avant-dernier alinéa de l'article 5 leur soit payé directement.

Le juge statuera au mieux de l'intérêt des demandeurs; l'armateur ou la caisse commune pourra, s'il y a lieu, être entendu ou appelé.

En cas d'incapacité permanente partielle, le juge peut aussi, dans les mêmes formes, à la demande de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente viagère soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à 300 francs.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément au tarif approuvé par arrêté royal en vertu de l'article 7 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 7.

Le salaire servant de base à la fixation des allocations s'entend pour les marins ainsi que pour les pêcheurs engagés à gages fixes de la rémunération mensuelle effective moyenne allouée à chaque catégorie de marins ou de pêcheurs, pendant l'année qui a précédé l'accident.

Le profit servant de base pour la fixation des allocations dues aux patrons armateurs ou aux pêcheurs engagés à la part de profit s'entend du profit net mensuel moyen acquis à chaque catégorie pendant l'année qui a précédé l'accident.

Ce salaire ou profit est, d'après cette base, déterminé par arrêté royal pour chaque catégorie et révisé tous les cinq ans au moins.

genden kunnen eischen dat ten hoogste één derde van de waarde der lijfrente hun als kapitaal wordt uitbetaald. De echtgenoot(e) of de familieleden in opgaande lijn kunnen tevens eischen dat hoogstens een derde van het kapitaal bedoeld in de voorlaatste alinea van artikel 5, hun rechtstreeks wordt uitbetaald.

De rechter zal zoo voordeelig mogelijk voor de eischers beslissen; de reeder of de gemeenschappelijke kas kan zoo noodig, gehoord of opgeroepen worden.

In geval van gedeeltelijke blijvende ongeschiktheid, kan de rechter eveneens, op dezelfde wijze, op verzoek van elken belanghebbende, bevelen dat de waarde der lijfrente voluit in kapitaal aan het slachtoffer zal worden uitbetaald wanneer de jaarlijksche rente geen 300 frank bedraagt.

De waarde van de lijfrente wordt berekend naar het tarief, dat bij Koninklijk besluit werd goedgekeurd krachtens artikel 7 van de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

ART. 7.

Zoo voor de zeelieden ter koopvaardij als voor de visschers met vaste gages wordt onder het loon, dat tot grondslag dient voor de vaststelling van de vergoeding, verstaan, het gemiddelde werkelijke maandloon van elke categorie zeelieden of visschers gedurende het jaar dat het ongeval voorafging.

Onder de winst, welke tot grondslag dient voor de vaststelling van de vergoedingen verschuldigd aan de reeders-stuurlieden of aan de op aandeel in de winst gehuurde visschers, wordt verstaan de gemiddelde zuivere winst per maand voor iedere categorie gedurende het jaar dat het ongeval voorafging.

Dit loon of deze winst wordt, volgens dezen grondslag, voor elke categorie bij Koninklijk besluit vastgesteld en ten minste om de vijf jaar herzien.

Lorsque le salaire-type ou le profit moyen dépasse 12,000 francs, il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme.

Le salaire ou profit annuel moyen correspond au produit par onze du salaire ou profit mensuel.

Le salaire ou profit quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du salaire ou profit annuel.

En ce qui concerne les gens de mer âgés de moins de vingt et un ans, ainsi que les mousses, novices et apprentis, le salaire de base ne sera en aucun cas évalué à moins de 2,500 francs par an.

Le Gouvernement peut, exceptionnellement, pour une période d'une année, de l'avis conforme du Comité technique, visé à l'article 39, décider que le salaire ou profit de base sera fixé d'après la moyenne annuelle des salaires ou profits alloués ou acquis antérieurement à l'accident pendant une période de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

ART. 8.

Les indemnités temporaires sont payables chaque quinzaine, les allocations annuelles et les arrérages des rentes sont payables trimestriellement par quart; les frais funéraires sont payables dans le mois du décès.

ART. 9.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont cessibles, ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

Wanneer het grondslagloon of de gemiddelde winst meer dan 12,000 frank bedraagt, wordt er voor de vaststelling van de vergoedingen slechts tot dit bedrag rekening mee gehouden.

Het gemiddeld jaarloon of de gemiddelde jaarlijksche winst komt overeen met elf maal het loon of de winst per maand.

Het gemiddeld jaarloon of de gemiddelde winst per dag wordt bekomen door het bedrag van het jaarloon of door de jaarlijksche winst te deelen door 365.

Voor de zeelieden beneden de één en twintig jaar, alsmede voor de scheepsjongens, lichtmatrozen en leerlingen, mag het grondslagloon in geen geval op minder dan 2,500 frank per jaar geraamd worden.

De Regeering kan, bij uitzondering, voor een tijdperk van één jaar, na eensluidend advies van het bij artikel 39, aangehaald technisch comitee, beslissen, dat het grondslagloon of de grondslagwinst zal worden vastgesteld naar het gemiddeld bedrag per jaar van de loonen of winsten, welke voor het ongeval, gedurende een tijdperk van ten minste vijf en van ten hoogste tien jaar, toegekend of verkregen werden.

ART. 8.

De tijdelijke vergoedingen zijn elke halve maand betaalbaar; de jaarlijksche uitkeeringen en de vervallen renten zijn betaalbaar om de drie maand, telkens voor een vierde gedeelte; de begrafeniskosten worden betaald binnen eene maand na het overlijden.

ART. 9.

De vergoedingen, uit kracht van deze wet verschuldigd aan slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechthebbenden zijn niet vatbaar voor overdracht of inbeslagneming, tenzij wegens wettelijke verschuldigde kosten van levensonderhoud.

ART. 10.

Pour les gens de mer liés par un contrat d'engagement maritime, la nullité de ce contrat ne pourra leur être opposée en vue de les écarter du bénéfice de la présente loi, lorsque cette nullité provient de la violation, même involontaire, de la part de l'armateur des lois et règlements relatifs à la police maritime, à la sécurité de la navigation et au contrat d'engagement maritime.

ART. 11.

Les indemnités et allocations autres que celles compensant des dépenses et débours réels ne peuvent être cumulées au profit d'une même personne.

CHAPITRE II.

De l'assurance des accidents du travail survenus aux marins.

ART. 12.

Il est institué entre tous les armateurs de navires de commerce, sous le nom de « Caisse commune de la marine marchande », une mutuelle d'assurance contre les risques professionnels des marins.

La Caisse commune de la marine marchande aura son siège à Anvers. Elle jouira de la personnification civile, ainsi que des avantages attribués par la loi du 28 mars 1868 aux Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs reconnues par le Gouvernement.

ART. 13.

Les allocations et pensions dues aux marins ou à leurs ayants droit par application des dispositions du chapitre I^{er} de la présente loi sont à charge de la

ART. 10.

Aan de door eene arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst gebonden zeelieden, kan de nietigheid van deze overeenkomst niet worden tegengeworpen ten einde hun het voordeel van deze wet te ontzeggen, wanneer de nietigheid te wijten is aan de zelfs onvrijwillige overtreding, door den reeder, van de wetten en verordeningen betreffende de zeepolitie, de veiligheid der scheepvaart en de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst.

ART. 11.

De vergoedingen en uitkeeringen, buiten die welke tot dekking van werkelijk gedane uitgaven en voorschotten dienen, mogen niet samengevoegd worden ten bate van één zelfde persoon.

HOOFDSTUK II.

Van de verzekering tegen arbeidsongevallen overkomen aan zeelieden.

ART. 12.

Onder al de reeders van koopvaardij-schepen wordt, onder de benaming « Gemeenschappelijke Kas voor de koopvaardij », eene maatschappij van onderlinge verzekering tegen de beroepsgevaaren der zeelieden ingesteld.

De Gemeenschappelijke Kas voor de Koopvaardij is gevestigd te Antwerpen. Zij geniet de rechtspersoonlijkheid alsmede de voorrechten bij de wet van 28 Maart 1868 toegekend aan de door de Regeering erkende voorzorgskassen ten bate van de werklieden der mijnen.

ART. 13.

De uitkeeringen en pensioenen, aan zeelieden of hunne rechthebbenden verschuldigd bij toepassing van de bepalingen van Hoofdstuk I van deze wet,

Caisse commune de la marine marchande.

ART. 14.

L'affiliation des armateurs de navires de commerce à la Caisse commune de la marine marchande est obligatoire.

ART. 15.

La Caisse commune de la marine marchande est alimentée par les cotisations des armateurs.

Cette cotisation consiste en une taxe annuelle fixée par homme embarqué. Le montant en est déterminé par arrêté royal.

La caisse pourra recevoir des dons et des legs.

Au cas où le service des allocations et pensions dues par la Caisse et les dépenses de celles-ci dépasseraient les recettes, le déficit sera comblé par l'Etat, au moyen d'avances récupérables dans un délai maximum de dix années.

ART. 16.

La cotisation des armateurs sera soumise à revision au moins tous les cinq ans. Un arrêté royal pourra, sur avis du conseil d'administration de la Caisse commune, en modifier le montant.

ART. 17.

La Caisse commune de la marine marchande est administrée, sous la surveillance du Ministre de la Marine, par un Conseil composé de trois armateurs, de trois marins, d'un délégué de l'Administration de la Marine et d'un greffier désigné par le Ministre.

Le mandat du greffier est rémunéré;

komen ten laste van de Gemeenschappelijke Kas voor de koopvaardij.

ART. 14.

De reeders van koopvaardijschepen zijn verplicht zich bij de Gemeenschappelijke Kas voor de koopvaardij aan te sluiten.

ART. 15.

De Gemeenschappelijke Kas voor de koopvaardij wordt gevoed door de bijdragen der reeders.

Bedoelde bijdrage bestaat uit een jaarlijksche som, vastgesteld per ingescheepten man. Het bedrag ervan wordt bepaald bij koninklijk besluit.

De Kas mag giften en legaten ontvangen.

Indien het bedrag, noodig voor den dienst van de uitkeeringen en pensioenen door de Kas verschuldigd, en de uitgaven van deze instelling de ontvangsten zouden overtreffen, wordt het tekort door den Staat aangevuld door middel van voorschotten, welke terugvorderbaar zijn binnen eenen termijn van ten hoogsten tien jaar.

ART. 16.

De bijdrage van de reeders wordt ten minste om de vijf jaar herzien. Het bedrag ervan kan, op advies van den Beheerraad der Gemeenschappelijke Kas, bij koninklijk besluit gewijzigd worden.

ART. 17.

De Gemeenschappelijke Kas voor de koopvaardij wordt, onder toezicht van den Minister van het Zeewezen, beheerd door eenen Raad, bestaande uit drie reeders, drie zeelieden, eene afgevaardigde van het Beheer van het Zeewezen en een door den Minister aangestelden griffier.

Het ambt van griffier wordt bezol-

les autres mandats sont gratuits, mais il pourra être alloué aux membres du Conseil des jetons de présence et des indemnités de déplacement dont le montant sera fixé par l'arrêté royal de nomination du Conseil.

CHAPITRE III.

De l'assurance des accidents du travail survenus aux pêcheurs.

ART. 18.

Il est institué entre tous les armateurs à la pêche et patrons-armateurs, sous le nom de « Caisse commune de la pêche maritime », une mutuelle d'assurance contre les risques professionnels des pêcheurs.

La Caisse commune de la pêche maritime aura son siège à Ostende; elle jouira de la personnification civile ainsi que des avantages accordés par la loi du 28 mars 1868 aux caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, reconnues par le Gouvernement.

ART. 19.

Les allocations et pensions dues aux pêcheurs ou à leurs ayants droit, par application des dispositions du chapitre 1^{er} de la présente loi, sont à la charge de la Caisse commune de la pêche maritime.

ART. 20.

L'affiliation des armateurs de bâtiments de pêche, ainsi que des patrons-armateurs exploitant leur propre bâtiment, soit seuls, soit avec un équipage dont les membres sont associés ou non, est obligatoire.

digd; de overige mandaten worden kosteloos vervuld; aan de leden van den Raad kunnen evenwel zitpenningen en vergoedingen wegens verplaatsing worden toegekend, waarvan het bedrag bepaald wordt bij het koninklijk besluit houdende benoeming van den Raad.

HOOFDSTUK III.

Van de verzekering tegen arbeidsongevallen overkomen aan visschers.

ART. 18.

Onder al de reeders ter visscherij en de reeders-stuurlieden wordt, onder de benaming « Gemeenschappelijke Kas voor de zeevisscherij », eene maatschappij van onderlinge verzekering tegen de beroepsgevaaren der zeevisschers ingesteld.

De Gemeenschappelijke Kas voor de zeevisscherij is gevestigd te Oostende; zij geniet de rechtspersoonlijkheid alsmede de voorrechten bij de wet van 28 Maart 1868 toegekend aan de door de Regeering erkende voorzorgskassen ten laste van de werklieden der mijnen.

ART. 19.

De uitkeeringen en pensioenen, aan visschers of hunne rechthebbenden verschuldigd bij toepassing van de bepalingen van Hoofdstuk I van deze wet, komen ten laste van de Gemeenschappelijke Kas voor de zeevisscherij.

ART. 20.

De reeders van visschersvaartuigen alsmede de reeders-stuurlieden die hun eigen boot exploiteeren, hetzij alleen, hetzij met eene bemanning wier leden al dan niet deelnemend zijn, zijn verplicht zich aan te sluiten bij die Kas.

ART. 21.

La Caisse commune de la pêche maritime est alimentée par les cotisations des armateurs et patrons-armateurs visés à l'article précédent.

Cette cotisation consiste en une taxe annuelle fixée par homme embarqué. Le montant en est déterminé par arrêté royal. Celui-ci instituera des tarifs différentiels basés sur la diversité des risques d'après les divers modes de pêche.

La Caisse pourra recevoir des dons et des legs.

Au cas où le service des allocations et pensions dues par la Caisse et les dépenses de celle-ci dépasseraient les recettes, le déficit sera comblé par l'État, au moyen d'avances récupérables dans un délai maximum de dix années.

ART. 22.

La cotisation à la Caisse due par le patron-armateur exploitant son propre bâtiment soit seul, soit avec un équipage dont les membres sont associés ou non, est réduite de moitié.

ART. 23.

La cotisation à la Caisse sera soumise à revision au moins tous les cinq ans. Un arrêté royal pourra, sur avis du Conseil d'administration de la Caisse commune, en modifier le montant.

ART. 24.

En cas de chômage involontaire de plus d'un mois, la cotisation visée ci-dessus pourra être réduite dans des conditions à déterminer par le règlement de la Caisse. Pour les bateaux de moins de 15 tonneaux bruts, la réduc-

ART. 21.

De Gemeenschappelijke Kas voor de zeevisscherij wordt gevoed door de bijdragen der bij vorig artikel bedoelde reeders en reeders-stuurlieden.

Deze bijdrage bestaat uit een jaarlijksche som, vastgesteld per ingescheepten man. Het bedrag er van wordt bepaald bij koninklijk besluit. Dit laatste zal verschillende tarieven instellen berekend op de verscheidenheid der gevaren volgens de verschillende wijzen van visschen.

De Kas mag giften en legaten ontvangen.

Indien het bedrag, noodig voor den dienst van de uitkeeringen en pensioenen door de Kas verschuldigd, en de uitgaven van deze instelling de ontvangsten zouden overtreffen, wordt het tekort door den Staat aangevuld door middel van voorschotten, welke terug vorderbaar zijn binnen eenen termijn van ten hoogste tien jaar.

ART. 22.

De bijdrage in de Kas, door den reeder-stuurman verschuldigd die zijn eigen boot exploiteert, hetzij alleen, hetzij met eene bemanning wier leden al dan niet deelnemend zijn, wordt tot de helft verminderd.

ART. 23.

De bijdrage in de Kas wordt ten minste om de vijf jaar herzien. Het bedrag ervan kan, op advies van den Beheerraad der Gemeenschappelijke Kas, bij koninklijk besluit gewijzigd worden.

ART. 24.

In geval van onvrijwillig opliggen gedurende meer dan eene maand, kan de hiervoren bedoelde bijdrage worden verminderd in de bij het reglement van de Kas te bepalen voorwaarden. Voor de booten van minder dan 15 ton

tion pourra être opérée pour des périodes de chômage de moins d'un mois.

ART. 25.

La Caisse commune est administrée, sous la surveillance du Ministre qui a l'Office de la pêche maritime dans ses attributions, par un Conseil composé de trois armateurs, d'un patron-armateur, de trois pêcheurs, d'un délégué désigné par le Ministre et d'un greffier nommé par celui-ci.

Le mandat du greffier est rémunéré ; les autres mandats sont gratuits, mais il pourra être alloué aux membres du Conseil des jetons de présence et indemnités de déplacement dont le montant sera fixé par l'arrêté royal de nomination du Conseil.

CHAPITRE IV.

De la responsabilité civile.

ART. 26.

Il n'est en rien dérogé aux règles générales de la responsabilité civile lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par l'armateur.

Sauf cette exception, les dommages résultant des accidents du travail ne donnent lieu, au profit de la victime ou des ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi.

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime et les ayants droit conservent contre les personnes responsables de l'accident autres que l'armateur ou ses préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun. La somme allouée à charge du tiers reconnu totalement

bruto inhoud mag de vermindering worden toegepast voor ophogtijdperven van minder dan eene maand.

ART. 25.

De Gemeenschappelijke Kas wordt, onder toezicht van den Minister die den dienst voor Zeevisscherij in zijne bevoegdheid heeft, beheerd door eenen Raad, bestaande uit drie reeders, eenen reeder-stuurman, drie visschers, eenen afgevaardigde door den Minister aangesteld en eenen griffier door dezen laatste benoemd.

Het ambt van griffier wordt bezoldigd, de overige mandaten worden kosteloos vervuld ; aan de leden van den Raad kunnen evenwel zitpenningen en vergoedingen wegens verplaatsing worden toegekend, waarvan het bedrag bepaald wordt bij het koninklijk besluit houdende benoeming van den Raad.

HOOFDSTUK IV.

Van de burgerlijke aansprakelijkheid.

ART. 26.

Er wordt in geen deele afgeweken van de algemeene regelen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het ongeval opzettelijk is teweeggebracht door den reeder.

Met uitzondering van dit geval, geeft de schade, voortvloeiende uit arbeidsongevallen, ten bate van het slachtoffer of de rechthebbenden enkel en alleen recht op de bij deze wet vastgestelde vergoedingen.

Onverminderd de rechtsvordering welke uit deze wet voortvloeit, behouden het slachtoffer en de rechthebbenden ten aanzien van andere personen dan den reeder of zijne gelastigten, die voor het ongeval aansprakelijk zijn, het recht om vergoeding voor de veroorzaakte schade te eischen, overeenkomstig de regels van het gemeen

responsable et effectivement payée revient à l'une des deux caisses communes visées aux chapitres II et III ci-dessus, à concurrence de l'indemnité forfaitaire mise à sa charge ; le surplus revient à la victime ou à ses ayants droit. En cas de responsabilité partagée, la Caisse commune est exonérée du paiement d'une somme égale à 60 p. c. de celle qui, étant mise à la charge du tiers reconnu partiellement responsable du dommage matériel de l'accident, a été effectivement payée.

L'action contre les tiers responsables peut même être exercée par la Caisse commune, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou des ayants droit.

Les dommages et intérêts ne sont, en aucun cas, cumulés avec les réparations prévues par la présente loi.

ART. 27.

Les indemnités établies par la présente loi ne sont point dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

Aucune indemnité n'est due à celui des ayants droit qui a intentionnellement provoqué l'accident.

ART. 28.

Toute convention contraire aux dispositions de la présente loi est nulle de plein droit.

CHAPITRE V.

Des déclarations d'accidents et de la juridiction.

ART. 29.

Tout accident survenu à un main

recht. De som ten laste van den geheel aansprakelijk erkenden derde verleend en werkelijk betaald, komt toe aan eene van de twee in vorenstaande hoofdstukken II en III bedoelde gemeenschappelijke verzekeringskassen tot het bedrag van de te haren laste gelegde forfaitaire vergoeding ; het overblijvend gedeelte komt ten goede aan het slachtoffer of zijne rechthebbenden, in geval van verdeelde aansprakelijkheid, is de Gemeenschappelijke Kas ontslagen van de betaling eener som gelijk aan 60 t. h. van die welke, ten laste gelegd van den voor de stoffelijke schade van het ongeval gedeeltelijk aansprakelijk erkenden derde, werkelijk werd betaald.

De rechtsvordering tegen de aansprakelijke derde personen kan zelfs, door de Gemeenschappelijke Kas, op eigen risico, het slachtoffer of rechthebbenden in rechten vervangende, worden ingesteld.

Gewone vergoeding is alleszins onverenigbaar met de door deze wet voorziene vergoeding.

ART. 27.

De bij deze wet bepaalde vergoedingen zijn niet verschuldigd wanneer het ongeval door het slachtoffer opzettelijk is teweeggebracht.

Geenerlei vergoeding is verschuldigd aan diegene der rechthebbenden die het ongeval opzettelijk heeft teweeggebracht.

ART. 28.

Elke met de bepalingen van deze wet strijdige overeenkomst is van rechtswege nietig.

HOOFDSTUK V.

Van de aangifte van ongevallen en van de rechtsmacht.

ART. 29.

Elk ongeval dat in de voorwaarden

ou à un pêcheur dans les conditions prévues à l'article 1^{er} ou à l'alinéa 4 de l'article 2 ci-dessus, et qui a occasionné ou est de nature à occasionner soit la mort de la victime, soit une incapacité de travail, doit être déclaré par l'armateur ou son délégué, sans préjudice de toutes autres informations prescrites par les lois ou règlements.

La déclaration est faite par écrit dans les trois jours de l'accident ou de l'arrivée du navire ou du bâtiment au premier port de relâche ou dans les trois jours de la nouvelle de l'accident en cas de perte du navire. Une déclaration d'accident pour tous les membres de l'équipage doit, en outre, être faite par l'armateur ou son délégué dans la huitaine qui suit l'expiration du délai prévu au dernier alinéa de l'article 5 ci-dessus.

En Belgique, la déclaration est faite par écrit au commissaire maritime du port où se trouve le navire ou le bâtiment. Cette déclaration sera transmise sans délai par le commissaire maritime au greffe de la justice de paix compétente en vertu de l'article 31. Lorsque la victime est un patron-pêcheur, la notification de l'accident est faite d'office par le commissaire maritime.

Dans la Colonie, la déclaration est faite aux autorités désignées par le Ministre des Colonies.

A l'étranger, elle est faite à l'agent consulaire. A défaut d'agent consulaire sur les lieux, elle est transmise dans les délais ci-dessus et par la voie la plus rapide au commissaire maritime du port d'attache. Lorsque la victime est un patron-pêcheur, la notification est faite d'office par le consul au commissaire maritime du port dont relève le bâtiment.

Les commissaires maritimes donnent d'urgence à la caisse commune inté-

voirzien bij artikel 1 of bij het vierde lid van artikel 2 hiervoren aan eenen zee-man ter koopvaardij of aan eenen vis-scher is overkomen, en dat hetzij den dood van het slachtoffer, hetzij eene ongeschiktheid tot werken heeft veroorzaakt, of van aard is die te veroorzaken, moet door den reeder of zijnen gelastigde worden aangegeven, onverminderd alle andere bij de wetten of verordeningen voorgeschreven nasporingen.

De aangifte wordt schriftelijk gedaan binnen drie dagen na het ongeval of na de aankomst van het schip of van het vaartuig in de eerste aanleghaven of wel binnen drie dagen na de tijding van het ongeval, indien het schip is vergaan. Eene aangifte van ongeval moet bovendien door den reeder of zijnen gelastigde voor al de leden van de bemanning worden gedaan binnen acht dagen na de verstrijking van den bij het laatste lid van vorenstaand artikel 5 bedoelden termijn.

In België wordt de aangifte schriftelijk gedaan aan den waterschout van de haven waar zich het schip of het vaartuig bevindt. Bedoelde aangifte wordt zonder verwijl door den waterschout aan de griffie van het krachtens artikel 31 bevoegde vredegerecht gezonden. Is het slachtoffer een schipper ter visscherij, dan geschiedt de kennisgeving van het ongeval van ambtswege door den waterschout.

In de Kolonie wordt de aangifte gedaan aan de overheden, door den Minister van Koloniën aangeduid.

In het buitenland wordt zij gedaan aan den consulaire agent. Zoo er geen consulaire agent ter plaatse gevestigd is, wordt zij binnen de hierboven vermelde termijnen, over den snelsten weg, aan den waterschout van de haven waar het schip thuishoort gezonden. Is het slachtoffer een schipper ter visscherij, dan doet de consul de kennisgeving van ambtswege aan den waterschout van de haven waar de boot is ingeschreven.

De waterschouten geven onverwijld aan de betrokken gemeenschappelijke

ressée notification de tout accident venu à leur connaissance et sujet à réparation aux termes de la présente loi.

La déclaration mentionne la nature et les circonstances de l'accident. Un arrêté royal déterminera, pour le surplus, la forme et les conditions de la déclaration, ainsi que les cas dans lesquels un certificat médical devra être joint, aux frais du déclarant.

La déclaration de l'accident peut être faite, dans les mêmes formes, par la victime ou les ayants droit.

En outre, la victime ou un autre membre de l'équipage ont, en mer, le droit de faire verbalement ou par écrit une déclaration d'accident au capitaine ou au patron. Il en sera fait mention au livre de bord et cette inscription sera éventuellement contresignée par un ou deux témoins.

Récépissé de la déclaration est en tout cas envoyé par le greffier au déclarant.

S'il résulte de la déclaration que l'application de la présente loi à l'accident signalé est contestée à raison notamment des circonstances du fait ou de la qualité de la victime, le commissaire maritime, l'agent consulaire ou, dans la Colonie, l'autorité désignée par le Ministre des Colonies, fera une enquête sur les causes de l'accident. Lorsqu'il est procédé à une enquête en vertu de la présente disposition ou en vertu des lois et règlements relatifs à la police maritime, une expédition du procès-verbal d'enquête est transmise par les autorités susvisées, selon le cas, au greffe de la juridiction compétente, au Ministre des Affaires étrangères ou au Ministre des Colonies.

Les parties ont le droit de prendre au greffe connaissance ou copie, à leurs

kas mededeeling van elk ongeval dat hun ter kennis wordt gebracht en waarvoor luidens deze wet schadevergoeding verschuldigd is.

De aangifte vermeldt den aard en de omstandigheden van het ongeval. Bij koninklijk besluit worden verder de vorm en de vereischen van de aangifte bepaald, benevens de gevallen waarin op kosten van den aangever een geneeskundig getuigschrift bij de aangifte moet worden gevoegd.

De aangifte van het ongeval kan, met inachtneming van dezelfde vormen, gedaan worden door het slachtoffer of zijne rechthebbenden.

Het slachtoffer of een ander lid van de bemanning heeft bovendien, in zee, het recht om mondeling of schriftelijk aan den kapitein of den schipper aangifte van een ongeval te doen. Melding hiervan wordt gemaakt in het scheeps-journaal en deze inschrijving, in voorkomend geval, door een of twee getuigen medeondertekend.

Ontvangbewijs van de aangifte wordt in elk geval door den griffier aan den aangever gezonden.

Blijkt uit de aangifte dat de toepasselijkheid van deze wet op het aangegeven ongeval wordt betwist, namelijk wegens de omstandigheden waaronder het feit gebeurd of wegens de hoedanigheid van het slachtoffer, dan stelt de waterschout, de consulaire agent of, in de Kolonie, de door den Minister van Koloniën aangeduide overheid, een onderzoek in naar de oorzaken van het ongeval. Wordt tot een onderzoek overgegaan uit kracht van deze bepaling, of uit kracht van de wetten en verordeningen betreffende de zeepolitie, dan wordt eene uitgifte van het proces-verbaal van onderzoek door de hiervoren bedoelde overheden, al naar het geval, aan de griffie van de bevoegde rechtsmacht, den Minister van Buitenlandsche Zaken of den Minister van Koloniën gezonden.

De partijen hebben het recht om ter griffie kennis of, op hunne kosten, af-

frais, de la déclaration de l'accident, du certificat y annexé et, s'il y a lieu, de l'expédition du procès-verbal d'enquête.

ART. 30.

L'armateur ou ses délégués qui contreviendront aux dispositions de l'article qui précède seront punis d'une amende de 50 à 2,000 francs.

En ce qui concerne la recherche et la constatation des contraventions, ainsi que les enquêtes en matière d'accidents, les commissaires maritimes, les agents consulaires et les autorités coloniales sont investis des pouvoirs que confèrent les lois du 5 mai 1888 et du 11 avril 1896 aux inspecteurs du travail, et les sanctions édictées par les dites lois s'appliquent à l'armateur ou à ses délégués qui mettraient obstacle à l'exercice de ces pouvoirs.

En cas d'infraction, les commissaires maritimes, les agents consulaires et les autorités coloniales dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est, dans les quarante-huit heures, adressée au contrevenant à peine de nullité.

ART. 31.

Le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bâtiment est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou aux ayants droit, en vertu de la présente loi, ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il est également compétent pour statuer sur tous les litiges relatifs à l'assurance du risque dérivant de la présente loi, lorsque ces litiges sont nés à l'occasion de la réparation d'un accident du travail; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

schrift te nemen van de aangifte van het ongeval, van het daarbij gevoegd getuigschrift en, zoo er aanleiding toe bestaat, van de uitgifte van het proces-verbaal van onderzoek.

ART. 30.

De reeder of zijne gelastigden, die de bepalingen van het voorgaande artikel overtreden, worden gestraft met eene geldboete van 50 tot 2,000 frank.

Ten aanzien van het opsporen en het vaststellen der overtredingen, alsmede van het onderzoek in zake ongevallen, hebben de waterschouten, de consulaire agenten en de koloniale overheden de bevoegdheden welke bij de wetten van 5 Mei 1888 en 11 April 1896 aan de arbeidsopzichters zijn toegekend en kunnen de bij deze wetten bepaalde straffen opgelegd worden aan den reeder of zijne gelastigden die zich tegen de uitoefening van die bevoegdheden mochten verzetten.

In geval van overtreding wordt door de waterschouten, de consulaire agenten en de koloniale overheden een proces-verbaal opgemaakt, dat rechtsgeldig is, behoudens tegenbewijs. Een afschrift van het proces-verbaal wordt, op straffe van nietigheid, binnen acht en veertig uur aan den overtreder gezonden.

ART. 31.

Alleen de vrederechter van het kanton, binnen welk gebied de haven gelegen is, waar het schip of het vaartuig thuishoort, is bevoegd om kennis te nemen van de rechtsvorderingen betreffende de vergoedingen, krachtens deze wet aan de zeelieden of de rechthebbenden verschuldigd, alsmede van de eischen tot herziening van deze vergoedingen; hij is tevens bevoegd om te beslissen over de hangende zaken betreffende de verzekering van het risico voortspruitende uit deze wet, wanneer deze hangende zaken ontstaan zijn naar aanleiding van de vergoeding van een arbeidsongeval; hij doet uitspraak, in hoogsten aanleg, tot

Lorsque le port d'attache comprend des territoires de plusieurs cantons, le juge compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le commissariat maritime.

Aux fins de déterminer le degré des incapacités permanentes, le juge, à la demande d'une des parties, se fait assister, à titre consultatif, d'un assesseur armateur et d'un assesseur marin ou pêcheur. Le mode et les conditions de la désignation des assesseurs ainsi que leur rémunération seront déterminées par arrêté royal.

Le juge de paix peut, par un jugement motivé, non susceptible d'appel, prolonger le délai de péremption prévu par l'article 15 du Code de procédure civile, sur simple requête présentée par un des intéressés. Il peut, dans les mêmes conditions, sublever de la déchéance encourue. Cette disposition ne s'applique qu'aux jugements interlocutoires rendus après la mise en vigueur de la présente loi.

Pour tout accident grave ou présumé grave, d'après la déclaration au greffe de la justice de paix, le juge peut, avant le règlement définitif, convoquer les parties par simple lettre du greffier, aux fins de s'enquérir de l'état de l'affaire et, éventuellement, de concilier les parties si faire se peut ou aux fins de constater les faits desquels résulte le droit à l'indemnité et de prendre toutes mesures nécessaires à la dévolution de celle-ci. Il est dressé procès-verbal de la comparution qui n'entraînera aucun frais.

ART. 32.

La victime ou les ayants droit ont toujours, nonobstant les dispositions

een bedrag van 300 frank en, in eersten aanleg, tot welk bedrag de eisch ook mag gaan.

Wanneer de haven, waar het schip thuishoort, zich uitstrekt tot op het grondgebied van verscheiden kantons, is bevoegd de rechter, binnen wiens rechtsgebied het waterschoutambt gelegen is.

Voor het vaststellen van den graad van blijvende ongeschiktheid zal de rechter zich, op verzoek van eene der partijen, eenen bijzitter, die reeder, en eenen bijzitter, die zeeman ter koopvaardij of visscher is, als raadgevers toevoegen. De wijze waarop en de voorwaarden waaronder de bijzitters worden aangesteld, alsmede dezer vergoeding, zullen bij koninklijk besluit worden bepaald.

De vrederechter kan door een met redenen omkleed vonnis, zonder appel, op eenvoudig verzoek van een der belanghebbenden, den vervalltermijn voorzien bij artikel 15 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, verlengen. Onder dezelfde voorwaarden, kan hij het vervallen stuiten. Deze bepaling is enkel van toepassing op de interlocutoire vonnissen uitgesproken na het inwerking-treden van deze wet.

Voor elk arbeidsongeval van ernstigen aard of naar de aangifte bij de griffie van het vrederecht vermoedelijk van ernstigen aard, kan de rechter, vóór de eindregeling, door een eenvoudig schrijven van den griffier, partijen oproepen, ten einde den staat der zaken te onderzoeken en, zoo mogelijk, een overeenkomst te bewerken of om de feiten vast te stellen, waaruit het recht op vergoeding voortspuit en alle maatregelen te nemen, die noodig mochten zijn voor de toewijzing er van. Van deze verschijning wordt kosteloos proces-verbaal opge-maakt.

ART. 32.

Het slachtoffer of de rechthebbenden hebben altijd, ondanks de schikkingen

des articles 13 et 19, la faculté d'assigner directement l'armateur, sauf le droit de celui-ci de mettre en cause la Caisse commune de la marine marchande ou la Caisse commune de la pêche maritime. La victime ou les ayants droit ont, dans tous les cas, une action directe contre la Caisse commune.

ART. 33.

Les accords entre parties concernant les indemnités à allouer en suite d'accidents sont obligatoirement constatés par le juge compétent.

L'expédition du procès-verbal constatant cet accord n'est revêtu de la formule exécutoire qu'après que le juge a reconnu que le règlement du sinistre est conforme aux dispositions de la loi

A peine de nullité, ces accords sont motivés et ils mentionnent, notamment, le salaire de base, la nature de la lésion, la réduction de capacité et la date de consolidation.

ART. 34.

Lorsque le juge ne possède pas tous les éléments pour statuer définitivement, mais que l'applicabilité de la loi n'est pas douteuse, il a le droit d'allouer, même d'office, une provision à la victime ou à ses ayants droit sous forme d'une allocation journalière ou d'une somme destinée à couvrir les frais éventuels d'expertise. Les décisions judiciaires relatives aux indemnités prévues par la présente loi et ne comportant pas constitution de rente ou attribution de capital sont exécutoires par provision, nonobstant appel et sans caution. Dans les autres cas, le juge restreint l'exécution provisoire au paiement d'arré-

van de artikelen 13 en 19 het vermogen den reeder rechtstreeks te dagvaarden behoudens het recht van deze laatste volgens het geval, in de zaak te brengen de Gemeenschappelijke Kas van de koopvaardij of de Gemeenschappelijke Kas van de zeevisscherij. Het slachtoffer of de rechthebbenden hebben, in elk geval, een rechtstreeksche vordering tegen de Gemeenschappelijke Kas.

ART. 33.

De bevoegde rechter is er toe gehouden van de tusschen partijen getroffen overeenkomsten betreffende de ten gevolge van arbeidsongevallen te verleenen vergoedingen verbaal op te maken.

Afschrift van bedoeld verbaal mag enkel in executoiren vorm worden uitgegeven, nadat de rechter zal hebben erkend dat de regeling van het ongeval overeenkomstig de bepalingen der wet is geschied.

Op straffe van nietigheid worden deze overeenkomsten met redenen omkleed, en vermelden, namelijk het loon, dat tot grondslag dient, den aard van het letsel, de vermindering van de arbeidsongeschiktheid en den datum der consolidatie.

ART. 34.

Wanneer de rechter al de gegevens niet bezit om voorgoed te beslissen, maar indien de toepassing der wet geen twijfel lijdt, heeft hij het recht om zelfs ambtshalve aan het slachtoffer of zijn (haar) rechthebbenden een voorlopige uitkeering te verleenen in den vorm van een dagelijksche vergoeding of van een som, bestemd om de eventuele kosten van het onderzoek te dekken. De rechterlijke beslissingen betreffende de in deze wet voorziene vergoedingen en waarvoor geen aanleiding bestaat tot het vestigen van rente of verleenen van kapitaal, zijn bij voorraad uitvoerbaar ondanks appel en zonder borg. In de

rages déterminés, *ex-æquo et bono*, en tenant compte des éléments déjà recueillis au moment ou l'exécution provisoire est ordonnée ; si le chef d'entreprise n'a point subrogé un assureur à ses obligations, le juge a la faculté d'exiger la caution déterminée par lui.

Dans tous les cas, et notamment en cas d'exécution forcée, le juge peut, à la diligence de tout intéressé, et même d'office, désigner un curateur *ad hoc* chargé de représenter le mineur pour la perception des indemnités, allocations ou arrérages et pour la constitution des capitaux.

ART. 35.

L'action en paiement des indemnités prévues par la présente loi se prescrit par trois ans. Outre les modes ordinaires de suspension ou d'interruption, cette prescription sera interrompue par une action en paiement à raison de l'accident, fondée sur une autre cause.

En cas de décès présumé, la prescription court à partir de l'expiration des délais prévus au dernier alinéa de l'article 5.

La demande en revision des indemnités fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou sur le décès de celle-ci par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre parties ou du jugement définitif.

ART. 36.

L'action en paiement ou en revision des indemnités prévues par la présente loi ne peut, en aucun cas, être poursuivie devant la juridiction répressive ;

andere gevallen beperkt de rechter de voorloopige tenuitvoerlegging tot de betaling van rentetermijnen, bepaald *ex-æquo et bono*, rekening houdende met de reeds ontvangen gegevens, op het oogenblik dat de voorloopige tenuitvoerlegging wordt bevolen ; indien de ondernemer zijn aansprakelijkheid niet aan een verzekeraar heeft overgedragen, dan mag de rechter den door hem zelf bepaalden borg eischen.

In al de gevallen en namelijk in geval van gerechtelijke tenuitvoerlegging, kan de rechter, ten verzoeken van elke(n) belanghebbende en zelfs ambtshalve een curator *ad hoc* aanstellen, belast met de(n) minderjarige te vertegenwoordigen, voor het innen van de vergoedingen, of rentetermijnen en voor het vormen van de kapitalen.

ART. 35.

De rechtsvordering tot betaling van de vergoedingen voorzien bij deze wet, verjaart na drie jaar, buiten de gewone wijzen van schorsing of stuiting stuit deze verjaring door een rechtsvordering tot betaling, ten aanzien van het arbeidsongeval, gesteund op een anderen rechtsgrond.

In geval van vermoedelijk overlijden, begint de verjaring te lopen bij het einde van de bij het laatste lid van artikel 5 voorziene termijnen.

De eisch tot herziening van de vergoedingen, gegrond op verergering of vermindering van de gebrekkelijkheid van het slachtoffer of op zijn overlijden aan de gevolgen van het ongeval, kan ingesteld worden gedurende drie jaar, te rekenen van de tusschen partijen getroffen overeenkomst of van het eindvonnis.

ART. 36.

De rechtsvordering tot betaling of tot herziening van de bij deze wet voorziene vergoedingen kan in geen geval voor den strafrechter worden gebracht ; het

l'exercice en est indépendant de celui de l'action publique à laquelle l'accident donnerait éventuellement ouverture.

CHAPITRE VI.

Dispositions fiscales.

ART. 37.

Sont exempts du timbre et du droit de greffe et sont enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, tous les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 38.

Sont délivrés gratuitement tous les certificats, actes de notoriété et autres dont la production peut être exigée pour l'exécution de la présente loi par les caisses communes.

CHAPITRE VII.

Dispositions générales et transitoires.

ART. 39.

Un arrêté royal pourra instituer un comité technique analogue par sa compétence et sa composition au comité institué en vertu des dispositions de l'article 34 de la loi du 24 décembre 1903.

ART. 40.

Les polices d'assurance, antérieures de six mois à la date de mise en vigueur de la présente loi et relatives aux risques d'accidents prévus par la dite loi, pourront, dans un délai d'un an à dater de

instellen er van hangt niet af van het instellen der openbare rechtsvordering, waartoe het ongeval aanleiding mocht geven.

HOOFDSTUK VI.

Fiskale bepalingen.

ART. 37.

Zijn vrijgesteld van zegel en griffierecht en worden kosteloos geregistreerd zoo zij aan de formaliteit der registratie zijn onderworpen : alle vrijwillige akten alsook alle akten van vrijwillige rechtsspraak, die de uitvoering van deze wet betreffen.

ART. 38.

Worden kosteloos uitgereikt : alle getuigschriften, akten van bekendheid en andere akten waarvan de overlegging, voor de uitvoering van deze wet, door de gemeenschappelijke kassen kan geëischt worden.

HOOFDSTUK VII.

Algemeene bepalingen en overgangsbepalingen.

ART. 39.

Een koninklijk besluit zal een technisch comiteit kunnen instellen, de bevoegdheid en de samenstelling ervan overeenkomend met die van het comiteit ingesteld krachtens de bepalingen van artikel 34 van de wet van 24 December 1903.

ART. 40.

De overeenkomsten van verzekering, gesloten zes maand vóór het in werking treden van huidige wet en betrekking hebbende op het gevaar van arbeidsongevallen bij de onderneming en waar-

sa mise en vigueur, être dénoncées par l'assureur ou par l'assuré soit au moyen d'une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit par un acte extrajudiciaire.

ART. 41.

La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication du dernier des arrêtés royaux qui doivent en régler l'exécution.

Ces arrêtés seront pris dans un délai d'un an à partir de la publication de la loi.

ART. 42.

Le texte de la présente loi sera et restera affiché à un endroit apparent, dans les locaux des commissariats maritimes et de tout bureau de placement pour gens de mer.

Au-dessous de ce texte, il sera éventuellement fait mention des organisations médicales et pharmaceutiques choisies par les caisses communes d'assurance visées aux chapitres II et III de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

M. LIPPENS.

Le Ministre de l'Agriculture,

H. BAELS.

Le Ministre des Finances,

M. HOUTART.

op deze wet van toepassing is, kunnen, binnen één jaar, te rekenen van haar in werking treden, door den verzekeraar of door den verzekerde worden opgezegd, hetzij bij schriftelijke verklaring, waarvan een ontvangstbewijs wordt afgeleverd, hetzij bij buitengerechtelijke akte.

ART. 41.

Deze wet zal eerst van toepassing zijn zes maand na de afkondiging van het laatste der koninklijke besluiten die hare uitvoering moeten regelen.

Deze besluiten zullen genomen worden binnen één jaar te rekenen van de afkondiging der wet.

ART. 42.

De tekst van de huidige wet zal en blijven uitgeplakt, op een duidelijk zichtbare plaats, in de lokalen der Waterschoutambten en in alle plaatsingsbureelen voor zeelieden.

Onder dezen tekst zal er gebeurlijk melding worden gemaakt van de geneeskundige en pharmaceutische inrichtingen gekozen door de gemeenschappelijke verzekeringskassen welke zijn aangehaald in hoofdstukken II en III van huidige wet.

Gegeven te Brussel, den 21 Januari 1929.

Van 's Konings wege :

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart,

De Minister van Landbouw.

De Minister van Financiën,